

# Commune de SAINT-CHEF

## Plan Local d'Urbanisme

Projet de modification simplifiée n° 2

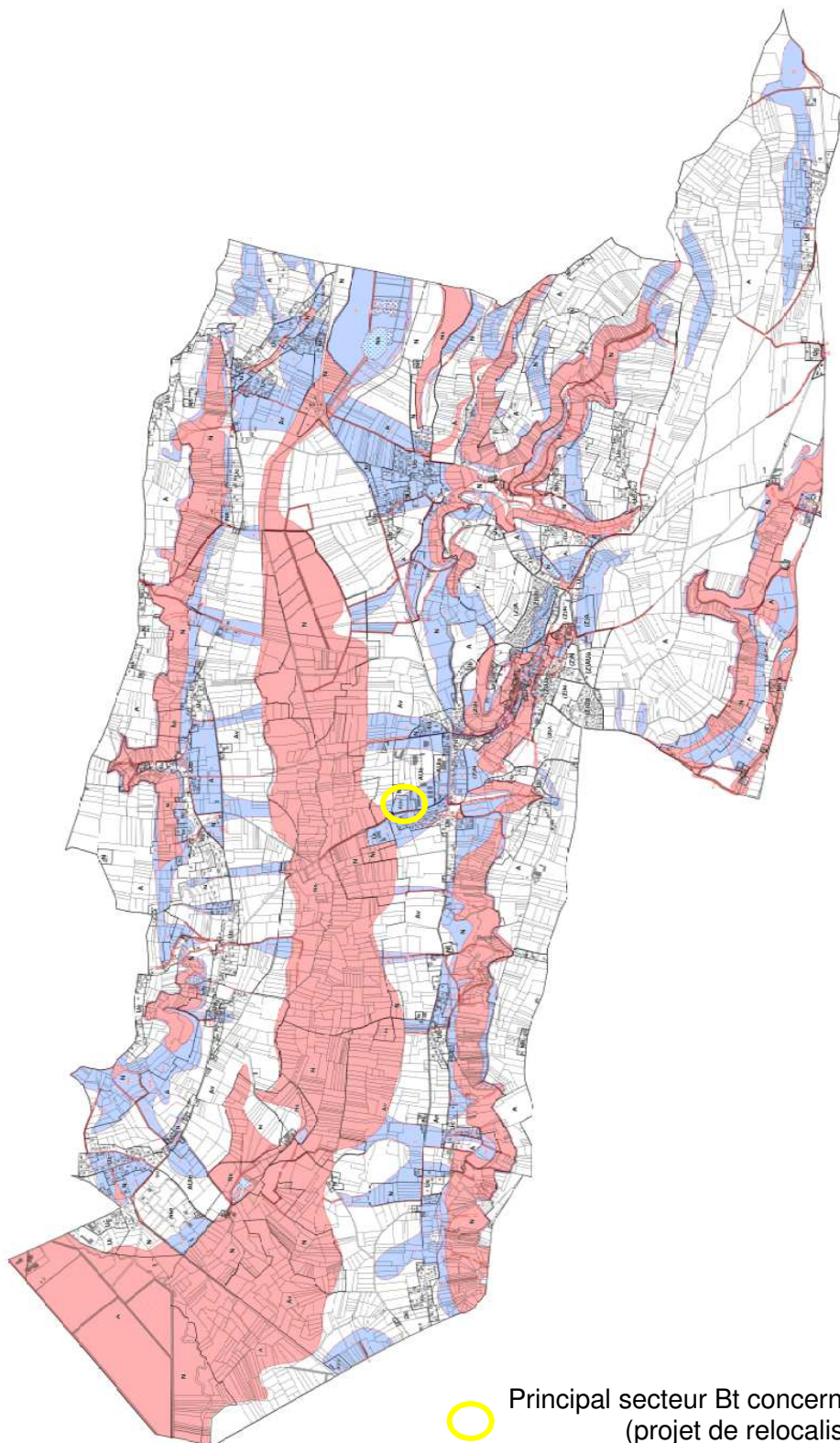
Examen au cas par cas

*Annexes 2 et 3*

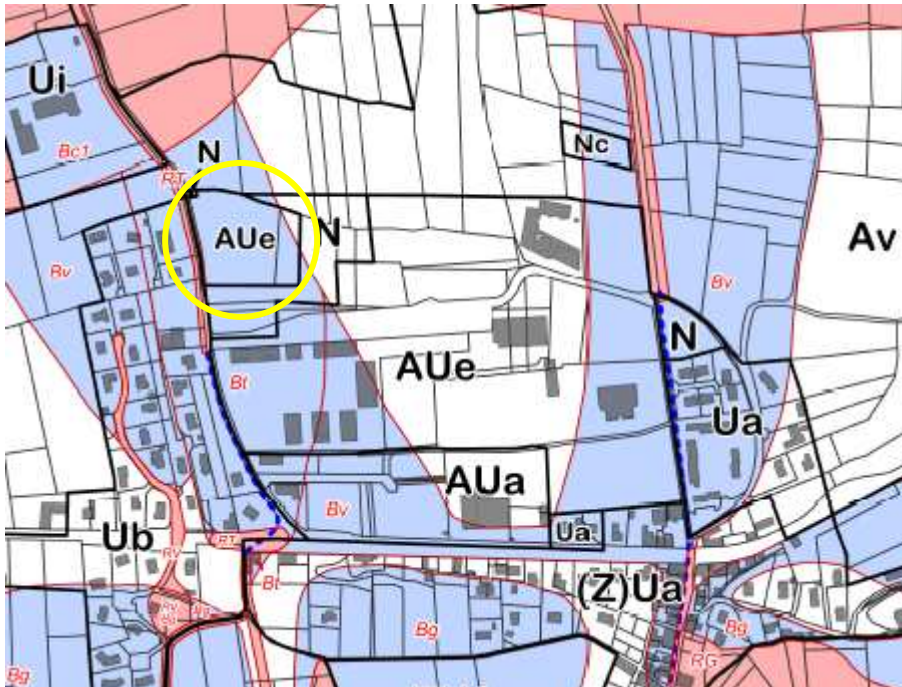


## Annexe 2

*Les documents graphiques présentés en pages suivantes matérialisent la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations.*



○ Principal secteur Bt concerné par la procédure  
(projet de relocalisation de l'EHPAD)



**AUe** Zone à aménager à vocation principale d'équipements publics

## SECTEURS DE RISQUES NATURELS

Le risque de retrait et gonflement d'argiles (indice "Br" dans le règlement partie écrite), est issu de la cartographie "mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux" réalisée par le BRGM en Novembre 2011

*Traduction de la carte d'aléas, 1/5000e*

Etang

Ruiseau couvert

Secteur "inconstructible sauf exceptions" (R)

**RC** Risque de crue rapide des rivières

**RI'** Risque d'inondation de pied de versant ou par remontée de nappe

**RT** Risque de crues des torrents et des ruisseaux torrentiels

**RV** Risque de ravinement et de ruissellement sur versant

**RG** Risque de glissement de terrain

**RP** Risque de chutes de pierres et de blocs

Secteur "constructible sous conditions" (B)

**Bc1** Risque de crue rapide des rivières

**Bi'1** Risque d'inondation de pied de versant ou par remontée de nappe

**Bi'2** Risque d'inondation de pied de versant

**Bt** Risque de crues des torrents et des ruisseaux torrentiels

**Bv** Risque de ravinement et de ruissellement sur versant

**Bg** Risque de glissement de terrain

## Annexe 3

### L'auto-évaluation

*L'auto-évaluation identifie les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et explique pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.*

#### Préambule

L'objectif poursuivi est d'établir que le projet de modification simplifiée du PLU (article L.153-36 du code de l'urbanisme) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et, par conséquent, ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

La présente modification simplifiée n° 2 du PLU a pour objet de préciser la règle relative à l'application du Rapport d'Emprise au Sol en zone Inondable (RESI) conformément à la méthode recommandée par l'Etat en Isère, aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les secteurs constructibles sous conditions affectés par un risque de crue des torrents et des ruisseaux torrentiels lié à un aléa faible identifié par la carte des aléas. Elle apporte donc une seule rectification au « Règlement » Partie écrite (pièce 4.1), en vue de remplacer la page 36.

En effet, considérant la liste des bâtiments incomplète de la page 36, y compris en se référant à la fiche Bt2(zone bleue) du règlement type et à son glossaire, et, au regard des règles d'urbanisme définies pour les autres ERP, établissements recevant du public, et en particulier les commerces, de plus soumis à des études de danger, il est précisé que le RESI applicable aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est de 0,50. Un point est donc ajouté à la fin de la liste du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article Bt 2 de la fiche risques de crues torrentielles du règlement écrit du PLU.

Un RESI de 0,50 est justifié également par la nouvelle rédaction du PPRN type version octobre 2017 applicable aux cartes des aléas établies selon la dernière grille. Ainsi, dans son chapitre III.4.A Dispositions Bt1 PN (applicables aux projets nouveaux) l'article 3.13 stipule [pages 122 et 123] :

*... sont admis sous réserve de remplir les conditions supplémentaires suivantes :*

- *le projet doit respecter la valeur maximale de RESI définie dans les dispositions générales, à savoir 0,50 pour projets relevant des sous-destinations :*
  - *... établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale ...* [pages 33 et 34]
- *les projets relevant des destinations « Equipements d'intérêt collectifs et services publics »... doivent faire l'objet d'un plan de continuité d'activité ;*
- *les ERP du 1<sup>er</sup> groupe et les ERP de types J,O, U et R doivent faire l'objet de la réalisation d'une étude de danger définissant les conditions de mise en sécurité des occupants et usagers, tant dans les bâtiments qu'à leurs abords ou annexes. Les établissements accueillant des personnes handicapées, à mobilité réduite ou non autonomes traiteront ce point par un volet particulier dans les études de danger...*



## 1. La susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

La commune de Saint-Chef appartient au vaste territoire couvert par les différentes délimitations Natura 2000 constituant la Zone Spéciale de Conservation (ZSC FR 8201727) intitulée "l'Isle Crémieu".

A l'échelle du territoire biogéographique de l'Isle Crémieu, la totalité de ce site couvre une superficie de 13 628 hectares, il est composé d'une très grande richesse écologique et compte au moins 23 habitats d'intérêt communautaire dont 7 prioritaires et 34 espèces de l'annexe II de la directive "Habitats-Faune-Flore".

Le territoire de Saint-Chef abrite 7 périmètres appartenant à ce site Natura 2000 dont les plus importants sont localisés en frange Ouest du territoire dans la plaine du Catelan, dans la plaine humide du ruisseau du Ver, sur le marais de Crucillieux et au sein de la Combe Vinot (en aval de l'étang Rompu).

La prise en considération anticipée des enjeux de milieux naturels s'exprimant sur le territoire de Saint-Chef, ainsi que la préservation des zones humides identifiées dans la plaine du ruisseau de Ver et dans la plaine du Catelan a permis d'inscrire la totalité de ces délimitations Natura 2000 au sein des espaces agro-naturels du PLU de Saint-Chef. En effet, la très grande majorité de ces périmètres figurent au plan de zonage en zones spécifiques protégées Av, Ns et N.

Non seulement ces classements assurent une parfaite protection de ces espaces au regard de l'urbanisation mais leur très large affichage en zone spécifique Ns et Av traduit très nettement la volonté communale de préserver ces espaces naturels remarquables sur le long terme.

Seuls trois secteurs de très petites étendues localisés en bordure de ces différentes enveloppes sont uniquement classés en zone à vocation agricole (zone A).

Aussi, l'analyse de la prise en considération des enjeux liés à Natura 2000 sur le territoire de Saint-Chef montre que les dispositions inscrites au PLU de la commune respectent totalement les exigences de préservation des milieux naturels et sont conformes à l'orientation figurant au PADD de la commune à savoir "Mettre en œuvre des actions environnementales et paysagères en vue de préserver, retrouver ou mettre en valeur la diversité du site naturel".

En outre, la sauvegarde de ces milieux naturels permet d'accroître la préservation des espèces d'intérêt communautaire sur le territoire de Saint-Chef et plus généralement à l'échelle de cette frange Sud-Ouest de l'Isle Crémieu.

Les orientations du PLU de Saint-Chef ne sont pas de nature à remettre en cause la conservation des habitats et des espèces d'importance communautaire implantés sur la commune au sein des délimitations du site Natura 2000.

Enfin, le document d'objectifs du site "Isle Crémieu" permet de préciser les indicateurs de suivi de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces d'importance communautaire sur ce territoire. Ces indicateurs feront par conséquent l'objet d'une analyse sur le périmètre du site Natura 2000 de manière à s'assurer de la pérennité des mesures conservatoires mises en place dans le cadre du PLU sur le long terme : préservation des pelouses sèches et des milieux humides remarquables de Saint-Chef par leur inscription en zones naturelles protégées à intérêt scientifique (zones Ns), en zones naturelles et forestières (zones N) et surtout en zones agricoles à enjeu écologique (zone Av).

La modification simplifiée n° 2 n'affecte pas de zone agricole ou naturelle, ni donc de zone d'intérêt écologique ou scientifique (Av, Ns et N) des secteurs couverts par ce site Natura 2000.

**Extrait de l'évaluation environnementale réalisée dans le cadre de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU approuvée le 27 février 2020 / secteur Bt concerné par la précision de la règle liée au RESI**

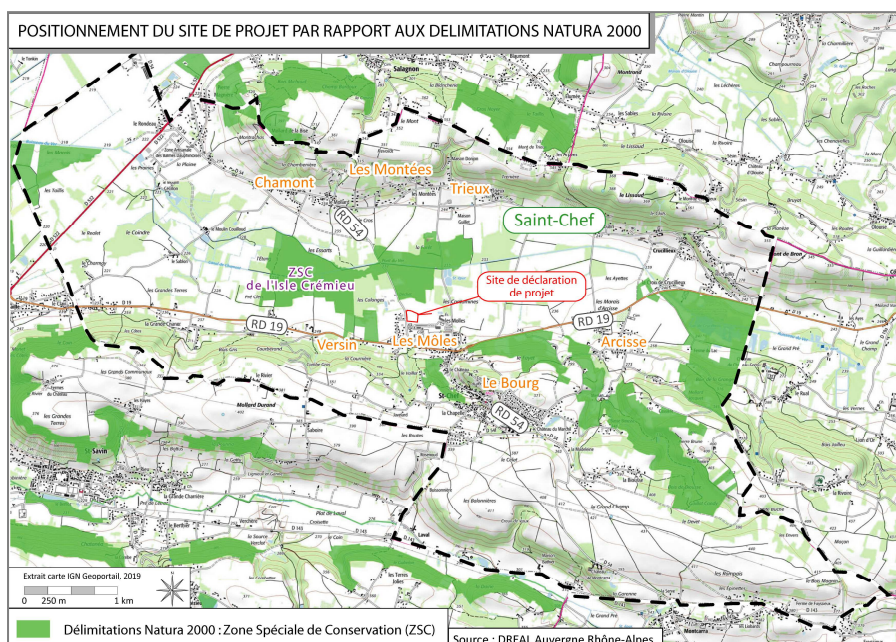
Le site de déclaration de projet se localise dans un secteur plat du territoire (aux alentours de 236 mètres) particulièrement favorable aux aménagements et reste à bonne distance du **ruisseau du Ver** (bassin versant de la Bourbre) et des zones humides qui l'accompagne. Le territoire appartient au périmètre du SAGE de la Bourbre et du contrat unique (contrat vert et bleu "Vallée de la Bourbre" 2017-2022).

Le site de déclaration de projet est longé par **le ruisseau du Vaillot** qui chemine au sein d'un fossé localisé immédiatement à l'Ouest de la RD 54, du côté opposé aux parcelles de projet. Ce cours d'eau et les écoulements qui l'accompagnent en amont du bassin versant, peuvent potentiellement être à l'origine de quelques débordements dans la plaine en cas d'épisode de précipitation élevée et de dysfonctionnement des ouvrages hydrauliques localisés en amont (notamment de celui permettant au ruisseau de franchir la RD 19 en amont du site). Cette potentialité d'occurrence a été traduite au niveau de la carte des aléas par **la délimitation d'un secteur d'aléa "crues des torrents et des ruisseaux torrentiels" de niveau d'intensité faible (T1)**.

Au regard des milieux naturels, **le site ne présente aucune sensibilité marquée** en raison de son éloignement des différents périmètres naturels remarquables principalement positionnés aux abords du ruisseau du Ver et des habitats naturels humides qui l'entourent (site Natura 2000 de l'Isle Crémieu, ZNIEFF de type I de la zone humide des Essart,...). Le site se tient également à l'écart des zones humides identifiées dans le cadre de l'inventaire départemental et précisé au niveau communal dans le cadre du diagnostic PLU, ou aux Espaces Utiles à Enjeu Caractérisé (EUEC au sens du SMABB) déterminés dans le cadre de l'étude réalisée en 2017 sur la préservation et la restauration de la zone humide du ruisseau du Ver.

### 3.1.1. Le réseau Natura 2000

Comme l'illustre la carte ci-dessous, le territoire de Saint-Chef est concerné par plusieurs délimitations désignées au titre de la Directive "Habitats-Faune-Flore" (réseau Natura 2000) en tant que **Zone Spéciale de Conservation (ZSC) de "l'Isle Crémieu"** (superficie totale de l'ordre de 13 600 ha).

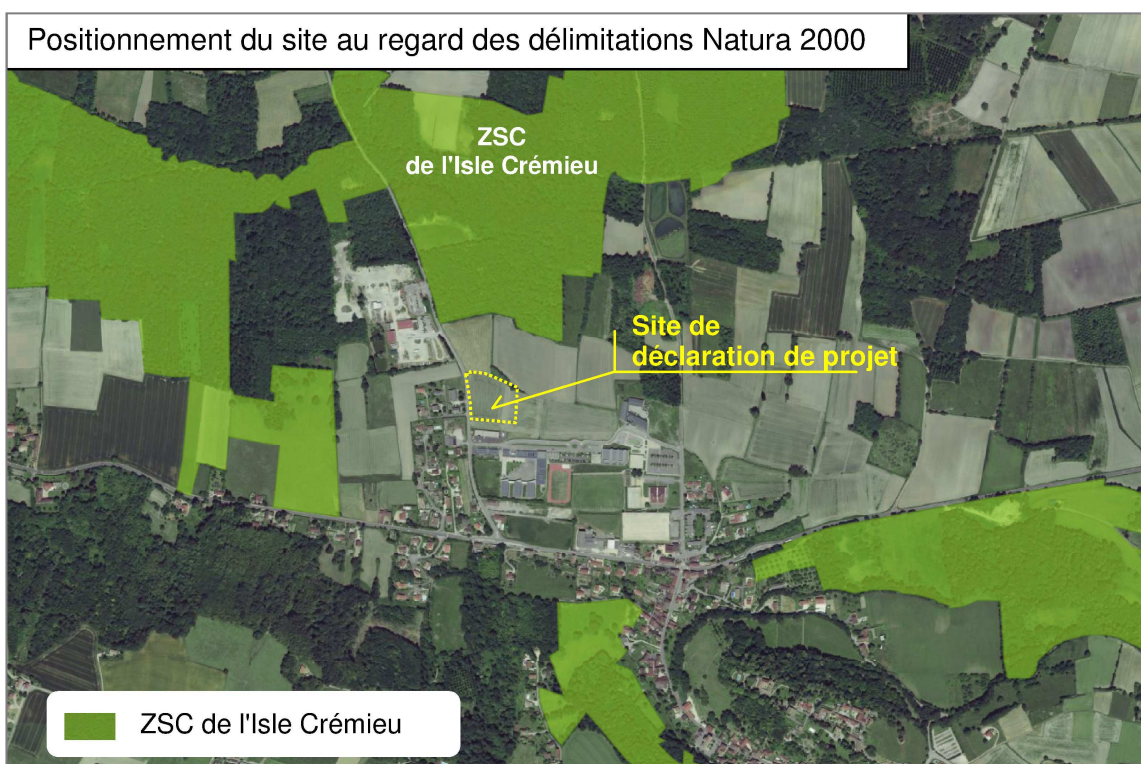


*D'après le Formulaire Standard de Données du site actualisé au 22 mai 2014, la ZSC de l'Isle Crémieu constitue "un site d'une très grande richesse écologique". La diversité des habitats en présence (important réseau de milieux aquatiques et de zones humides, associés aux boisements et aux pelouses sèches, aux habitats calcaires dont les falaises,...) permet l'expression d'une grande biodiversité.*

*Il compte au moins 33 habitats d'intérêt communautaire, dont 8 prioritaires, et 34 espèces de l'annexe II de la directive Habitats, dont 13 espèces d'invertébrés et 12 espèces de mammifères" (essentiellement des chiroptères). Le territoire de l'Isle Crémieu abrite également la plus importante population de cistude d'Europe de Rhône-Alpes, ainsi que de nombreuses espèces d'amphibiens à enjeu de conservation comme le triton crêté ou le sonneur à ventre jaune.*

*Enfin la présence de nombreuses prairies et pelouses sèches fauchées ou pâturées recèlent d'abondantes stations remarquables d'orchidées (habitat d'intérêt communautaire prioritaire). Au droit du site de déclaration de projet, ces délimitations couvrent les boisements humides associés au ruisseau du Ver et se tiennent à relative distance des parcelles concernées par la présente procédure : environ 130 mètres de la limite Nord du site.*

*Comme cela est décrit ci-après, les parcelles mobilisées dans le cadre de la présente déclaration de projet (parcelles agricoles) ne représentent pas un des habitats naturels d'intérêt communautaire, ayant conduit à la désignation de la ZSC de l'Isle Crémieu.*





### **7.3.2. Effets potentiels des orientations de la déclaration de projet vis-à-vis des sites d'importance communautaire (Natura 2000)**

*Le territoire de Saint-Chef est concerné par des délimitations du site Natura 2000 FR 8201727 désigné tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC) de "l'Isle Crémieu". Ce vaste ensemble naturel d'intérêt communautaire couvre à l'échelle du territoire de l'Isle Crémieu une superficie totale de 13 632 hectares.*

*Au droit du quartier des Môles, ces délimitations couvrent les boisements humides associés au ruisseau du Ver.*

*Comme il est possible de le constater sur la carte ci-après, ces habitats se tiennent à distance des parcelles concernées par la présente procédure de déclaration de projet : environ 130 mètres de sa limite Nord.*

*En outre, malgré l'extension apparente de l'urbanisation du quartier des Môles occasionnée par le présent projet en direction de ces espaces naturels, il est possible d'affirmer que cet aménagement n'occasionnera pas d'incidence sensible en direction du site Natura 2000 en raison de la configuration du site et de l'occupation actuelle des terrains alentours.*

*En effet, la frange Sud du site est d'ores et déjà soumise aux émergences sonores liées à l'activité de l'entreprise de TP présente au Nord, ainsi qu'à l'activité de la déchetterie de Saint-Chef implantée le long de la RD 54.*

*Ainsi, le site qui accueillera l'EHPAD de Saint-Chef n'entretient aucune fonctionnalité biologique directe avec ces espaces naturels stratégiques. De plus, cet aménagement n'occasionnera aucune incidence indirecte négative sur des habitats ou des espèces d'importance communautaire.*

*Les parcelles mobilisées dans le cadre de la présente déclaration de projet (parcelles agricoles) **ne représentent pas un des habitats naturels d'intérêt communautaire, ayant conduit à la désignation de la ZSC de l'Isle Crémieu.***

*En outre, son positionnement au contact direct des équipements du quartier des Môles et son relatif enclavement font que le site de déclaration de projet ne constitue pas **un espace fonctionnel stratégique vis-à-vis des milieux naturels** à enjeu du ruisseau du Ver et des habitats humides qui l'accompagnent.*

## **2. La procédure a-t-elle un effet sur la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers ?**

Cette procédure est sans effet sur la consommation des espaces naturels agricoles ou forestiers dans la mesure où elle ne porte que sur la précision du Rapport d'Emprise au Sol en zone Inondable (RESI) applicable aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les secteurs constructibles sous conditions affectés par un risque de crue des torrents et des ruisseaux torrentiels lié à un aléa faible identifié par la carte des aléas. Le secteur Bt en particulier concerné par cette prescription comprend le terrain retenu pour la relocalisation de l'EHPAD, ayant fait l'objet d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU approuvée le 27 février 2020.

Aucun espace naturel, espace boisé classé ou élément naturel remarquable du paysage n'est affecté par la modification simplifiée n° 2 du PLU. Celle-ci ne génère pas d'effet notable sur l'environnement, ni ne porte atteinte aux milieux naturels et à leurs fonctionnalités.



### 3. La procédure a-t-elle des incidences sur une zone humide ?

La modification du RESI est sans incidence sur les zones humides.

Comme pour le point précédent, l'extrait de l'évaluation environnementale de la déclaration de projet du 27 février 2020 « *Au regard des milieux naturels, **le site ne présente aucune sensibilité marquée** en raison de son éloignement des différents périmètres naturels remarquables principalement positionnés aux abords du ruisseau du Ver et des habitats naturels humides qui l'entourent (site Natura 2000 de l'Isle Crémieu, ZNIEFF de type I de la zone humide des Essart,...). **Le site se tient également à l'écart des zones humides identifiées dans le cadre de l'inventaire départemental et précisé au niveau communal dans le cadre du diagnostic PLU, ou aux Espaces Utiles à Enjeu Caractérisé (EUEC au sens du SMABB) déterminés dans le cadre de l'étude réalisée en 2017 sur la préservation et la restauration de la zone humide du ruisseau du Ver.*** »

### 4. La procédure a-t-elle des incidences sur l'eau potable ?

Aucun captage d'alimentation en eau potable n'est présent sur la commune de Saint-Chef. A noter, le périmètre de protection éloignée du Puits de Vénérieu (rapport géologique du 17/04/1990) s'étend ponctuellement sur le territoire communal.

Le site de l'EHPAD visé indirectement par la présente modification simplifiée n° 2 est localisé en dehors et à grande distance des périmètres de protection des captages d'alimentation du secteur. Il est également implanté en continuité des zones urbanisées actuelles desservies par les réseaux d'alimentation en eau potable.

### 5. La procédure a-t-elle des incidences sur la gestion des eaux pluviales ?

En ce qui concerne les eaux pluviales, la précision du RESI en secteur Bt, seul point de la modification simplifiée n° 2, n'a aucune incidence. La gestion se fait à la parcelle au regard des surfaces imperméabilisées.

### 6. La procédure a-t-elle des incidences sur l'assainissement ?

La précision du RESI en secteur Bt pour les équipements d'intérêt collectif et services publics, seul point de la modification simplifiée n° 2, n'a aucune incidence sur le volet assainissement. Il peut être indiqué que le projet d'EHPAD sera raccordé au réseau d'assainissement collectif et à un dispositif de traitement conforme à la réglementation.

Globalement, la modification simplifiée n° 2 n'a pas d'incidence quant à la préservation de la qualité des eaux.

### 7. La procédure a-t-elle des incidences sur le paysage ou le patrimoine bâti ?

La précision du RESI est sans incidence sur le patrimoine bâti.

S'agissant du paysage, la prise en compte du risque lié à des phénomènes hydrauliques conduit au remblaiement et/ou à la surélévation des constructions et accès. L'incidence sur le paysage est toutefois très limitée, d'autant que pour le projet d'EHPAD, son fonctionnement, mais aussi son insertion dans le site de la vallée du Ver, justifient une silhouette la plus linéaire possible pour se fondre dans le paysage de vallée arborée.

## **8. La procédure concerne-t-elle des sols pollués, a-t-elle des incidences sur les déchets ?**

La procédure engagée pour la précision du RESI ne concerne aucun site pollué ou susceptible d'être pollué et ne génère pas d'incidences sur les déchets.

## **9. La procédure a-t-elle des incidences sur les risques et nuisances ?**

Le seul point retenu pour cette procédure n'a d'incidence sur les risques naturels, technologiques ou nuisances.

L'objectif est de préciser la règle relative à l'application du Rapport d'Emprise au Sol en zone Inondable (RESI) conformément à la méthode recommandée par l'Etat en Isère, aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans les secteurs constructibles sous conditions affectés par un risque de crue des torrents et des ruisseaux torrentiels (Bt) lié à un aléa faible identifié par la carte des aléas.

En effet, en l'état des prescriptions inscrites au PLU opposable, la règle applicable aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif n'est pas portée et conduit à une ambiguïté quant à l'interprétation (absence de règle ou 0,30 ou 0,50 ?).

## **10. La procédure a-t-elle des incidences sur l'air, l'énergie, le climat ?**

La précision du RESI prévue par la modification simplifiée n° 2 du PLU n'a pas d'incidence sur l'air, l'énergie, le climat.

En permettant la réalisation de l'EHPAD, ce bâtiment neuf permet de répondre pleinement aux nouvelles exigences environnementales, notamment concernant l'énergie et le climat.